

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

24^{ème} année - N°4510 - Vendredi 24 Novembre 2023 - Prix : 200 Fc

SALUBRITÉ PUBLIQUE :

120 poubelles remises à la mairie de Moroni



JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME

L'ONG HIFADHUI SENSIBILISE SUR LA MARCHÉ DE CE SAMEDI

Le 25 novembre, est connu dans le monde, comme la Journée Internationale des droits de l'homme. Aux Comores, plusieurs activités sont au programme dont la marche pacifique organisée par l'ONG nationale Hifadhui. L'objectif est de faire une sensibilisation sur les méfaits de la violence.

« Le 25 novembre ne suffit pas pour faire aboutir la lutte des femmes pour leurs droits mais une occasion pour dénoncer les différentes formes de violences que subissent les femmes et les enfants », avance Sitti Attoumane, présidente de l'ONG Hifadhui. Devant la presse, elle invite toutes les organisations de la société civile comorienne engagées dans ce combat à se joindre à eux pour célébrer la journée mais aussi rendre positive la campagne des 16



jours d'activisme pour l'année 2023 qui commence dès ce 25 novembre jusqu'au 10 décembre prochain. « Ces 16 jours d'activisme contre les violences basées sur le genre s'inscrivent dans une campagne internationale qui a pour objectif d'accroître la sensibilisation et créer des

opportunités de discussion sur les défis et les solutions », précise-t-elle.

A l'échelle internationale, « Tous unis ; investir pour prévenir la violence à l'égard des femmes et des filles » est le thème choisi pour célébrer cette journée. Aux

Comores, le slogan de Hifadhui est : « Tout est à refaire ! Reconnaître, pour guérir le fléau de violence en Union des Comores ». « Les droits des femmes et des enfants est une question qui devrait nous préoccuper tous car en dépit de toutes les conférences et des déclarations internationales, différentes formes de violences se développent considérablement dans notre pays », rappelle-t-il.

L'ONG Hifadhui a vu le jour en 2012, à la suite de deux cas d'agressions sexuelles sur des jeunes filles, suivies d'assassinats. « Aujourd'hui, nous sommes fiers de vous dire que malgré les moyens très limités, malgré les menaces et intimidations, nous sommes encore là et nous poursuivons notre action de prévention, de sensibilisation et de plaider contre les formes de violence en Union des Comores », montre Rahamtou Goulamou, la présidente

d'honneur de l'ONG avant de regretter que « nous soyons seulement considérés comme étant des invités plutôt que des acteurs de terrain capables de contribuer aux efforts du gouvernement et des partenaires pour mettre fin à ce fléau dont les causes sont nombreuses et complexes. Les actes sur les violences sont plus graves pour les condamner par des discours. Ces derniers ne suffisent pas pour arrêter les auteurs sans foi ni loi ». Selon elle, les cas de violences sexuelles sur les enfants sont en augmentation, et le cyber-harcèlement gagne du terrain chaque jour, raison pour laquelle, ils ont concentré plusieurs activités de terrain dans les établissements scolaires, à travers des causeries, des caravanes web et des enfants.

Ibnou M. Abdou

CIRCULATION ROUTIÈRE :

Le contrôle technique exclu des papiers du véhicule jusqu'à nouvel ordre

Désormais, le contrôle technique communément appelé visite technique n'est plus exigé parmi les documents obligatoires des véhicules. En cas de contrôle, les forces de l'ordre peuvent procéder à un contrôle technique du véhicule sur place. Il s'agit d'un accord consenti entre le syndicat Usukani wa Masiwa et les autorités.

Lors d'un contrôle routier par les forces de l'ordre que ce soit par la police ou la gendarmerie, les conducteurs doivent présenter le permis de conduire, le certificat d'assurance et la carte grise du véhicule. Cette nouvelle charpente s'explique par une entente trouvée entre le syndicat Usukani wa masiwa et la gendarmerie nationale en vue de réglementer la circulation routière. Le porte-parole du syndicat des chauffeurs Moustoifa Hamidou fait comprendre qu'il s'agit d'une suspension de la visite technique. « Les forces de l'ordre imposent seulement, le permis de conduire et l'assurance du véhicule. Il s'agit d'un accord mutuel pour alléger les difficultés rencontrées dans le transport en commun. Nous nous sommes convenus avec la gendarmerie nationale, en présence du colonel Takfine », dit-il.

Toutefois, la brigade routière recadre le syndicat en expliquant que la visite technique est une inspection visant à garantir qu'un véhicule peut être utilisé sur la voie publique en toute sécurité et qu'il est conforme aux paramètres de sécurité et de protection de l'environnement et qu'elle ne peut donc pas être suspendue. En cas de contrôle rou-

tier, la brigade routière peut procéder à une inspection du véhicule sur place, basée sur le fonctionnement des feux de recul, feux de stop, les ampoules de clignotant, les boîtiers et autres paramètres permettant à la voiture de rouler en toute sécurité. Ce qui est suspendu en occurrence est la visite technique sous format papier jusqu'ici délivré par le service des mines.

Selon la brigade routière, des réflexions sont en cours pour l'amélioration du système des contrôles techniques sous format papier. Dans le cas présent, les documents obligatoires des véhicules sont le certificat d'assurance et la carte grise. L'absence du permis de conduire est un délit impardonnable.

Kamal Gamal



AGRICULTURE

L'INRAPE a fourni des variétés de manioc à Ndrondroni

La coopérative agricole Mkamnono de Ndrondroni a bénéficié, depuis deux mois, d'un don de deux variétés de manioc par l'INRAP (Institut national de recherche sur l'agriculture, pêche

et environnement) et les résultats sont encourageants. Des semences d'ambrevade, selon les responsables, seront également remises à ce groupement agricole d'ici quelques jours.



L'INRAPE a octroyé des boutures de manioc à la coopérative agricole Mkamnono de Ndrondroni. Deux mois après, les résultats sont prometteurs. Il s'agit de deux variétés étrangères la HBK3038 et la variété HBK1177 qui ont tous un cycle de 6 mois. Bien que ce soit la première expérimentation de cette variété ici à Mohéli, en particulier dans cette coopérative agricole, les bénéficiaires espèrent qu'elle soit très rentable en termes de production par rapport aux variétés locales.

« Déjà depuis leur plantation, la façon dont elle pousse, nous rend bien optimistes et on espère que les résultats seront encourageants. Après la période de récolte chacun

de nous peut prendre la semence et continuer ses activités ailleurs », explique Andhum Abdallah, le président de la coopérative. « Nous sommes très contents de ce geste car cela va nous permettre d'intensifier nos produits agricoles. On verra aussi comment faire pour les multiplier afin que les autres coopératives bénéficient de ces variétés » a-t-il ajouté. L'INRAPE espère également remettre à cette coopérative un don d'ambrevades pour les mêmes objectifs. Pour rappel, cette coopérative avait également bénéficié de 22 variétés de semence de riz de la part de l'INRAPE pour intensifier la production rizicole à Mohéli.

Riwad

SALUBRITÉ PUBLIQUE :

120 poubelles mises à la disposition de la mairie de Moroni

Pour éduquer les citoyens sur la gestion des déchets, des entrepreneurs de la place en partenariat avec la mairie de Moroni ont procédé à l'installation de poubelles dans la capitale. Il s'agit de 120 poubelles qui seront installées dans des lieux précis afin de répondre aux besoins des usagers.

Pour mettre fin à l'envahissement des ordures sur les rues de la capitale, la mairie a procédé hier jeudi 23 novembre à la réception officielle d'un premier lot

de poubelles. Cet événement qui a pour objectif de promouvoir et maintenir la propreté de la ville de Moroni, a vu la présence de nombreux cadres, des entrepreneurs, etc. Il s'agit d'un concept nouveau pour le pays, initié par un opérateur privé, Ahmed Keldi, avec l'apport des contribuables, à l'instar de Nadia Tourqui, Ahmed Chamsoudine, etc.

Pour Ahmed Keldi, ce projet a eu l'apport des contribuables et des acteurs du secteur privé, des cadres de la ville. « Nous allons démarrer avec 120 poubelles confectionnées

par Mwegne Mmadi à un prix symbolique. Nous espérons atteindre le chiffre de 400 poubelles dans un futur proche. Tout le monde devrait être concerné, le but étant d'éduquer les citoyens sur les bonnes pratiques visant à faire de notre capitale, une ville propre et où il fait bon vivre », a-t-il souligné.

Présent, le maire de Moroni Abdoufatah Said a salué cette belle initiative et accompagne cette démarche qui vise à faire rayonner la première agglomération urbaine du pays. « L'assainissement et l'hygiène-

ne de la ville est le premier combat communal et ce, à tous les niveaux, de la collecte au niveau des ménages, éradication des dépôts sauvages, entretien des routes et éco-gardes nocturnes, sans relâche. Je tiens à remercier nos vaillantes équipes de la voirie », a-t-il avancé. Ce dernier a montré que c'est un investissement humain et financier sans égal, car il s'agit de veiller à l'hygiène et à la propreté de la ville, gage d'une bonne santé.

« Un environnement sain est primordial dans notre capitale et le

bureau exécutif communal en a fait sien et se réjouit que dans quelques jours, les questions climatiques seront à l'honneur à Dubai dans le cadre de la COP 28. Et Moroni fait partie des villes choisies par ICLEI, organisation internationale sur le climat pour y participer et nous comptons sur le gouvernement pour nous faciliter les accréditations », a-t-il plaidé. Notons que ces poubelles devront être installées à des endroits stratégiques afin de répondre aux besoins des usagers.

Andjouza Abouheir

ENVIRONNEMENT

Conférence des jeunes sur le changement climatique (COY19)

Hier à l'hôtel Retaj ont débuté les activités de la 19ème Conférence des jeunes sur le changement climatique (COY19). C'est le ministre de l'Environnement M. Houmed Msaidi, assurant l'intérim du ministre en charge de la Jeunesse, qui a ouvert la conférence en présence de la représentante de l'Unicef dans notre pays.

Il faut savoir que le changement climatique représente le plus grand défi auquel l'humanité est confrontée depuis les trois dernières décennies. La menace que fait peser le réchauffement global sur les sociétés humaines et les écosystèmes est croissante. Le cinquième rapport du Groupe d'Expert Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC) vient de confirmer la gravité de cette menace en précisant que le changement climatique risque de produire des effets néfastes sévères et irréversibles. Le ministre n'a pas manqué de rappeler les effets désastreux du changement climatique au niveau de l'océan indien.



En effet, notre pays est frappé ces derniers temps par des périodes de sécheresses de plus en plus fréquentes et longues. La baisse de la pluviométrie impose à nos populations un stress hydrique qui menace leur santé et leur bien-être. Les Comores se situent également sur la zone côtière où sont concentrées ses populations et ses infrastructures qui sont menacées par l'élévation du niveau de la mer ainsi que les inondations.

A l'approche de la 28ème Conférence des Parties (COP 28) à

Dubaï à la fin de ce mois, devra amener les pays à adopter un accord contraignant engageant toutes les Parties à la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique. Cet accord doit être universel, mais il doit être aussi juste et équitable. Le principe de la responsabilité commune mais différenciée inscrite dans la Convention. conformément à ce principe, les pays développés, qui sont historiquement responsables du changement climatique, et qui dispose de plus grandes capacités financières et technolo-

giques, doivent prendre le leadership dans la lutte contre le changement climatique en réduisant de façon substantielle leurs émissions des gaz à effet de serre.

Les pays en développement contribuent déjà et vont continuer à contribuer à cet effort d'atténuation selon leurs circonstances nationales et leurs capacités respectives à condition que les moyens de mise en œuvre de cette politique leur soient garantis dans le futur accord. Il est donc essentiel afin de bâtir la confiance dans la négociation de

respecter l'équilibre entre l'effort demandé pour la réduction des gaz à effets de serre et les moyens financiers mobilisés pour permettre aux pays en développement de s'engager dans une croissance économique faible en carbone. Pour ce faire, le financement, le transfert des technologies et le renforcement des capacités doivent avoir une place importante dans

Pour le ministre : « L'adaptation reste une priorité pour les pays africains et nous demandons que dans le futur accord l'équilibre entre l'adaptation et l'atténuation soit respecté. Le futur accord ne doit pas porter essentiellement sur l'atténuation, mais il doit traiter également de tous les éléments de la Plateforme de Durban, à savoir l'adaptation, le financement, le transfert des technologies et le renforcement des capacités ». L'organisation de cette conférence a reçu l'appui technique et financier du FNUP à Moroni.

Mmagaza

POLITIQUE :

Abdoussalam Abdou rejoint le parti Orange

L'ancien secrétaire général adjoint du gouvernement Abdoussalam Abdou vient d'annoncer son adhésion au parti de l'ex ministre de l'intérieur Mohamed Daoudou alias Kiki. Depuis qu'il est démis de ses fonctions en 2021, il s'est lancé dans l'agriculture. Après ces années de réflexion, il revient sur la scène politique et c'est avec le parti Orange qu'il a choisi de militer.

Le parti Orange semble séduire. Depuis sa démonstration de force de la semaine dernière, de nouvelles figures politiques rejoignent ses rangs. Après l'ancien commissaire de l'exécutif de l'île d'Anjouan Ali Moustoifa et l'ancien cadre du parti CRC Mohamed Ben Ali, c'est le tour de

l'ancien secrétaire général adjoint du gouvernement Abdoussalam Abdou de rejoindre le parti Orange. Dans une conférence de presse



tenue mercredi 22 novembre dernier, il a d'abord rappelé qu'il a bien travaillé avec le gouvernement et qu'il était chargé de la diaspora pen-

dant un certain temps puis secrétaire général adjoint du gouvernement sous l'autorité de l'ancien secrétaire général du gouvernement Idaroussi Hamadi jusqu'en 2021. Depuis qu'il est démis de ses fonctions, il s'est lancé dans l'agriculture et c'est avec le parti Orange qu'il a choisi de travailler, car selon lui leur programme pour le développement du pays lui semble bon.

« La situation politique du pays est dans l'impasse. C'est très fragile, sans oublier la crise socioéconomique qui frappe le pays. Malgré tout, le gouvernement reste dans sa zone de confort. C'est triste. Certes, il y a la paix et la stabilité, mais avec cette situation, ça peut dégénérer à tout moment. Nous n'espérons pas en arriver là. Donc, c'est le moment de prendre nos responsabilités pour

servir notre nation », déclare-t-il.

Et de poursuivre : « J'ai fait une très longue analyse sur les partis politiques. C'est, en effet, le parti Orange que j'ai choisi. Leur vision politique est claire, un programme bien élaboré pour le développement du pays. J'ai côtoyé également le président du parti, c'est un homme engagé avec des ambitions ». Selon lui, ils vont retrousser les manches pour remporter les élections de 2024. « Notre programme n'est rien d'autre que la lutte contre la vie chère, une meilleure santé et une éducation de qualité. Je suis confiant de l'engagement de notre président d'honneur, futur président de l'Union des Comores Mohamed Daoud », conclut-il.

Nassuf Ben Amad

SOCIÉTÉ

Le Croissant-Rouge distribue à Mohéli des kits hygiéniques et des réservoirs d'eau

Le Croissant rouge comorien a procédé jeudi dernier à une distribution de kits hygiéniques et des réservoirs d'eau à 6 localités de Mohéli. C'est un don du gouvernement japonais. Cette initiative vise à améliorer les conditions sanitaires de la population en cette période de forte chaleur à laquelle l'accès à l'eau potable est nécessaire.

Dans le cadre du projet insécurité alimentaire et nutritionnelle associée au manque d'eau, d'hygiène et assainissement, des centaines de ménages à Mohéli ont bénéficié d'un don de kits hygiéniques et du matériel de stockage d'eau. L'objectif, selon les responsables d'exécution du projet, est d'aider les femmes démunies en particulier les femmes monoparentale tout comme les handicapés surtout en cette période de forte chaleur où le besoin en eau potable est vital.

Le projet en question est financé par le gouvernement japonais dans le cadre d'un partenariat entre le Japon et l'Afrique dont trois Croix-



Rouge et Croissant-Rouge africains dont celui de l'Union des Comores ont été choisis. Parmi les bénéficiaires, figurent trois localités de la région de Djando et 3 autres de la région de Mlédjélé dont le village de Ouallah I, Miremani et Ouallah-II. C'est une initiative du Croissant rouge comorien suite à une évaluation réalisée il y a quelques mois.

« Nous avons fait une évaluation sanitaire et hygiénique dans ces

régions et nous avons trouvé que la population de ces districts souffre sur les 4 thématiques qui articulent notre projet. Raison pour laquelle nous avons jugé nécessaire de venir les aider en leur octroyant ce matériel de stockage d'eau car l'accès à l'eau potable est très difficile » a expliqué le Coordonnateur national chargé de l'eau, hygiène et assainissement du projet CRCO, Ali Ben Ali Fazila. La distribution de ce maté-

riel est un pas significatif pour ces habitants vers l'amélioration des conditions de vie. Le projet s'articule sur 3 thématiques. Le secteur insécurité alimentaire et moyens de subsistance, le secteur nutrition d'urgence, secteur eau, hygiène et assainissement et le secteur gestion des risques et des catastrophes.

Riwad

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
Saïd Omar Allaoui
Directeur de la publication
Elhad Saïd Omar
Rédacteur en chef
Mohamed Youssouf
Secrétaire de rédaction
Toufé Maecha
Rédaction
A. Mmagaza
M.I.M Abdou
Andjouza Abouheir
Nassuf Ben Amad
Kamal Gamal Abdou
Nabil Jaffar
Riwad
A Bardraoui
Mise en page
Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
Mariama Mhoma
Documentation archiviste
Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
Mohamed Saïd Hassane
Impression
Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
Tel: 773 91 21/ 322 76 45



Avis Spécifique d'Appel d'Offres (AA0) Appel d'Offres pour Fournitures (Processus à Une Enveloppe)

Appel d'Offres No : KM-AEP SONELEC-379633-GO-RFB

Projet : Projet d'Accès à l'Energie Solaire aux Comores

Acheteur : Ministère de l'Energie, de l'Eau et des Hydrocarbures

Pays : Comores

Intitulé du Marché : Fournitures, installation et mise en service d'équipements, de matériels et d'outils pour l'atelier de réparation des transformateurs de la SONELEC.

Prêt/Crédit/don No : IDA Grant No. E0490-KM, IDA Credit No. 71290-KM

Emis le : 20 Novembre 2023.

1. Le Ministère de l'Energie, de l'Eau et des Hydrocarbures a reçu un financement de la Banque mondiale pour financer Projet d'Accès à l'Energie Solaire aux Comores, et à l'intention d'utiliser une partie de ce financement pour effectuer des paiements au titre du Marché de Fournitures, installation et mise en service d'équipements, de matériels et d'outils pour l'atelier de réparation des transformateurs de la SONELEC / référence KM-AEP SONELEC-379633-GO-RFB.

2. L'Agence d'exécution du Projet (AEP) sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour la Fournitures, installation et mise en service d'équipements; de matériels et d'outils pour l'atelier de réparation des transformateurs de la SONELEC et Services Connexes sollicités.

3. La passation du Marché sera conduite par Mise en Concurrence nationale (AON) tel que défini dans le « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement » de la Banque mondiale en date du mois de Novembre 2020 (Règles de Passation de Marchés), et ouvert à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans ledit Règlement.

4. Les soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès de de l'Agence d'Exécution du Projet; Naoildine Houmadi,

naoildine@yahoo.fr et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres durant les heures de bureau de 09h00 à 16h00 à l'adresse mentionnée ci-dessous.

5. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir un dossier d'appel d'offres complet en langue française en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-dessous. Le document d'appel d'offres sera adressé par courrier électronique.

6. Les offres devront être soumises à l'adresse suivante **au plus tard le 21 Décembre 2023 à 14h00, heure de Moroni**. La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée.

Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes publiquement en présence des représentants des Soumissionnaires et de toute personne choisissant d'être présente à l'adresse mentionnée ci-dessous à **21 Décembre 2023 à 14h30, heure de Moroni**.

7. Toutes les offres doivent comprendre une Garantie de l'Offre, pour un **montant de 15000 USD**.

8. L'attention est attirée sur le Règlement de Passation de Marchés exigeant que l'Emprunteur divulgue des informations sur la propriété effective du Soumissionnaire retenu, dans le cadre de la Notification d'Attribution du Marché, en utilisant le Formulaire de Divulgaration des Bénéficiaires Effectifs tel qu'il est inclus dans le document d'appel d'offres.

9. L'adresse auxquelles il est fait référence ci-dessus est :
Agence d'Exécution du Projet,
Projet d'Accès à l'Energie Solaire aux Comores
Naoildine Houmadi, Coordonnateur
Route de Salimani, Sahara, MORONI, Comore

CHAMPIONNAT DES COMORES

Bonbon Ndjema solide leader à Ngazidja

Alors que la ferveur de la victoire des Cœlacanthes contre le Ghana n'est pas encore retombée que le championnat des Comores a repris ses services. A Ngazidja, les douze (12) clubs de l'île ont chaussé les crampons dans les différents stades et USZ reprend la première place du championnat.

À u stade de Moroni, le double champion des Comores 2020-2021 l'Union Sportive de Zilimadju a assuré sa victoire dans un match qui ne restera pas dans les annales du football eu égard de la mauvaise qualité de jeu produite par les deux équipes. L'essentiel pour le club de Zilimadju a été fait, engranger les trois points à domicile pour ravir la première place à son adversaire du jour. Après un début de saison chaotique, les protégés de coach Darouèche sont entrain peu à peu de monter en intensité et cela se

ressent au classement du championnat. Avec dix-sept points, le nouveau leader dépasse de quatre points Twamaya de Nvuni surprenant deuxième.

Après avoir été balayé par Alize Fort en Coupe des Comores, le champion des Comores en titre, Djabal FC s'est ressaisit lors de cette huitième journée en disposant de FC Mtsamdu77 (3-2) dans le match le plus prolifique de la journée. Cette défaite enfonce un peu plus l'un des deux représentants du Washili qui se retrouve bon dernier au classement. Douzième et dernier du championnat, FCM77 se retrouve avec quatre points au même titre que FC Hahaya qui a toujours occupé cette dernière place avant cette huitième journée.

Rien ne va par contre pour Volcan Club. Défait par USZ en Coupe des Comores la semaine dernière, le club de la capitale a subi la loi d'Alize Fort (1-0) et enregistre



par conséquent sa troisième défaite en championnat. Relégué à une triste septième place, Volcan Club ne comptabilise que 11 petits points soit, six de moins que le leader. Avec treize (13) unités, FC Hantsindzi se

retrouve deuxième grâce sa victoire sur FC Mlauni (2-0) à domicile. Discret mais toujours présent, FC Malé continue son travail de l'ombre et s'accroche à un honorable cinquième place derrière Alizé Fort qui

ne le devance que grâce à un goal-average favorable pour le Tchalé de Salimani.

Imtiyaz

CŒLACANTHES

Qui l'aurait cru au lendemain du non renouvellement du bail de l'ancien sélectionneur des Verts, Younes Zerdouk et de l'ensemble du staff que les Cœlacanthes seraient à la place où ils sont aujourd'hui. Les plus sceptiques misaient sur la fin d'une histoire, ou carrément sur la désintégration de l'équipe nationale qui aurait précipité la chute du Comité Exécutif et à sa tête Saïd Ali Saïd Athouman qui s'est retrouvé être la tête de turc dans cette histoire.

Force est de constater que les fondamentalistes de la pensée unique et de l'immobilisme ont eu mille fois tort de remettre en cause les choix courageux du Comité Exécutif d'aller vers des profonds changements au sein de la sélection nationale à la fois sur le plan structurel que sur celui du management du groupe. Sans tomber sur un triomphalisme béant, on peut dire que pour n'avoir pas cédé à la pression « populaire » que certains voulaient imposer au président de la FFC, les dirigeants du football comorien commencent à récolter les fruits d'une conviction à savoir celle d'opérer des changements sur une structure en manque de repère.

La mésaventure d'Istres fut la première victoire obtenue par la Fédération dans sa nouvelle vision. Au-delà de la victoire (2-1) sur le terrain contre le Cap-Vert, c'est le fait d'avoir pu discuter la rencontre avec toutes les péripéties qu'il y'avait autour qui a démontré que le choix de nommer Stefano Cusin au poste de sélectionneur était loin d'être fortuit. Si l'on n'est qu'au début de son aventure avec les Verts, on

peut d'ores et déjà affirmer que le sélectionneur italien a déjà établi un record avec les Cœlacanthes. Celui du nombre de victoires (3) de suite pour la sélection nationale.

Après le Cap-Vert, les Comores ont enchainé deux autres victoires et non pas les moindres. Contre la Centrafrique le 17 novembre (4-2) pour le compte de la première journée des éliminatoires de la Coupe du Monde 2026 et le 21 novembre contre le Ghana (1-0) toujours au stade Maluzini. « Un exploit historique pour la sélection comorienne. Des succès obtenus grâce à la conviction d'une équipe (Le Comité Exécutif), la détermination d'un groupe (Les joueurs), la philosophie de jeu d'un homme (Stefano Cusin) et la cohésion du staff technique », lit-on sur la page Facebook de la FFC.

Engagé sur une dynamique de développement du football comorien au-delà de l'équipe nationale, Stefano Cusin a déjà fait en deux mois ce qu'aucun de ses prédécesseurs n'a jamais fait, sillonner les îles à la recherche des perles rares. Sa conviction est que le sélectionneur n'est pas là que pour la sélection nationale mais doit au contraire aider au développement du football local pour avoir un terreau de joueurs. « Maintenant, notre travail est celui de continuer de confirmer et changer des petites choses qui nous permettront d'améliorer le niveau, aussi bien du niveau de l'équipe qu'au niveau local, de développer le football », avait répondu à la presse, Stefano Cusin lors de sa première conférence de presse en tant que sélectionneur fraîchement nommé.

Les larmes versées par le président de la FFC après la victoire contre le Ghana résumant-elles un aboutissement d'une idée ou c'est seulement l'émotion du moment. La vérité ne saurait être en dehors de ces deux considérations. Ce qui est

sur, le monde du football est tombé d'accord au moins sur une chose, le choix de l'entraîneur. Après tout simplement trois matchs, Stefano Cusin fait déjà l'unanimité.

Imtiyaz

La réussite d'une conviction



Message de Monsieur BOURHANE HAMIDOU, candidat aux élections présidentielles de 2024 en Union des Comores

À l'occasion de la commémoration de la Journée internationale pour l'élimination de toutes formes de violence faite aux femmes (célébrée le 25 novembre de chaque année), nous devons intensifier nos efforts pour mettre fin à ce phénomène sous toutes ses formes et manifestations.

Quotidiennement, de nombreuses femmes de tous âges sont victimes de persécution et de violence, notamment celles vivant dans des conditions d'insécurité, de conflit et de guerre.

Une fois élu je m'engage ici solennellement à porter une meilleure attention à la promulgation de législations visant à les protéger et à prendre les dispositions pro-

cédures et sécuritaires nécessaires pour éradiquer ce phénomène dans notre pays, eu égard à son impact négatif sur le développement et la prospérité de notre société d'une part, et d'autre part à porter cette question au premier rang de mes préoccupations, d'où la nécessité d'intensifier les efforts en vue de renforcer les politiques et mesures de lutte contre la violence familiale et la violence faite aux femmes, et de soutenir les activités des institutions de la société civile actives dans ce domaine afin qu'elles puissent jouer leur rôle dans l'élimination de la violence faite aux femmes.

Je voudrai encore une fois rappeler aux femmes comoriennes l'intérêt que je porte aux questions liées à leur autonomisation. Je réitère ici toute l'importance que j'atta-

che à la protection des droits des femmes, à la promotion de leur participation à la prise de décision et à la garantie de l'égalité des chances entre les femmes et les hommes. J'exhorte les femmes comoriennes à prendre part activement aux débats politiques à tous les échelons et de faire entendre leurs voix.

Un secrétariat permanent, rattaché à la présidence de la république, sera mis en place pour étudier et traiter avec sérieux et engagement, la question de la violence faite aux femmes, et identifier les moyens permettant de l'éliminer, aussi la promotion et l'autonomisation des femmes ainsi que l'amélioration de leurs conditions dans notre pays.

ECONOMIE :

Sept entreprises formées en gestion de projet, leadership et management

Une vingtaine de participants issus de différentes entreprises locales ont renforcé leurs capacités de gestion de projet, en leadership et management. Cette formation qui a duré cinq jours a permis aux participants d'appréhender l'importance du leadership et les bases de management quant à l'évolution d'une entreprise, la résolution des conflits et la création d'un environnement favorable.

Lors de cette cérémonie de remise, le président de l'Union des chambres de commerce (UCCIA), Ahmed Chamsoudine a montré que la gestion de projet est un souci majeur pour plusieurs sociétés et que c'est important de bénéficier des connaissances sur l'élaboration ou la poursuite des projets surtout sur le plan humain et financier. « La remise fait suite aux séries de formation en gestion des projets, mais aussi en leadership et management des équipes. Ces formations ont été dispensées par Sandra LEBLE qui est une experte internationale dans les deux domaines, à travers l'Institut Consulaire de Formation (ICF) et

qui s'est mis au service de l'UCCIA. Ces formations sont adressées aux professionnels désirant augmenter ou diversifier leurs compétences dans l'un des deux domaines », avance-t-il.

Ainsi du 16 au 22 novembre dernier, les participants ont passé 20 heures avec l'experte franco-comorienne qui a pu malgré la durée des formations transmettre un savoir remarquable basé sur les spécificités de chaque domaine. Ainsi pour la gestion du projet, les bénéficiaires ont appris sur les différentes étapes d'un projet, la maîtrise des outils de gestion de projet, les principes qualité, coût et délai et les risques sur les projets. En ce qui concerne le leadership et management, les concernés ont eu à voir l'importance et le fondement du leadership, les bases du management des équipes, la gestion d'une équipe quant à la réduction des conflits, l'assurance liée à la collaboration efficace avec ses équipes et la création d'un environnement favorable au business.

« C'est un peu difficile d'apprendre tous ces principes en 5 jours. Mais je pense que vous êtes déjà dans le domaine, et que madame



Image d'illustration

Sandra est probablement disposée à nous accompagner dans lesdits domaines en cas de besoin. Car il n'y a jamais de réussite dans une société sans leadership ou management. C'est un vrai handicap », souligne-t-il. Et d'ajouter : « Lorsque dans une entreprise, le chef se sent le seul responsable, les risques d'échec sont très évidents. Il faut que le personnel se sente propriétaire aussi de la société ».

La formatrice a salué le potentiel des participants. « C'est important

d'acquérir des compétences. Et je suis très contente de poser un petit morceau sur la réussite de la gestion des projets. Si la diaspora arrivait à travailler de la sorte avec les entreprises locales, plusieurs réalisations auraient été accomplies. Ce que j'ai apporté aux participants est de les faire comprendre ce qu'ils font déjà au quotidien. D'une façon ou d'une autre, il suffit justement d'avoir la conscience de la réalisation des faits qu'on entreprend », dit-elle.

Selon les bénéficiaires, la forma-

tion leur a permis de comprendre bien des choses qu'ils faisaient déjà sans pourtant en avoir conscience. « J'ai beaucoup appris sur la gestion de projet. Franchement j'ai pu comprendre au cours de la formation que tout ce que je faisais comme gestion était un peu différent. Cela nous a permis de nous améliorer », avance Moussa Hassani, un des participants à la formation.

Kamal Gamal



APPEL À PROJETS

APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT

Ref : COI/GPS/AMI/2023/11/001

La Commission de l'océan Indien dans le cadre de son Projet gouvernance, Paix et Stabilité lance un appel à propositions pour renforcer les acteurs dans le domaine de la prévention de crise, le processus électoral et la gouvernance démocratique à travers des actions inspirant des bonnes pratiques régionales dans l'espace de l'océan Indien.

Les objectifs spécifiques du présent appel à propositions sont :

- Lot 1 : prévention de crise et culture de paix
- Lot 2 : éducation civique et électorale
- Lot 3 : gouvernance démocratique

Eligibilité (aperçu) :

- * Les entités éligibles sont les organisations de la société civile formellement constituées.
- * La durée initiale prévue d'une action ne peut pas excéder 12 mois.
- * Les actions doivent être mises en œuvre dans les Etats membres de la COI.

Le montant indicatif global disponible pour cet appel à propositions s'élève à 450 000 euros.

Le texte complet des lignes directrices à l'intention des demandeurs peut être consulté sur le site suivant :

<https://www.commissionoceanindien.org/coi-gps-ami-2023-11-001>

Date limite :

La date limite de soumission des Notes succinctes est fixée au 11 décembre 2023 à 17 h (GMT+4).

Le dossier est à envoyer par email aux adresses électroniques : innocent.miada@coi-ioc.org ; pascal.rakoto@coi-ioc.org ; Et en copie à : gps@coi-ioc.org

Avec comme objet :

« Appel à Projet-COI-Gouvernance, Paix, Stabilité : COI/GPS/AMI/2023/11/001 »

Session d'Information :

Une session d'information sera organisée en ligne le 13 novembre 2023 à 14 h (GMT+4).

Inscription obligatoire : <https://bit.ly/gps-aap-inscription>